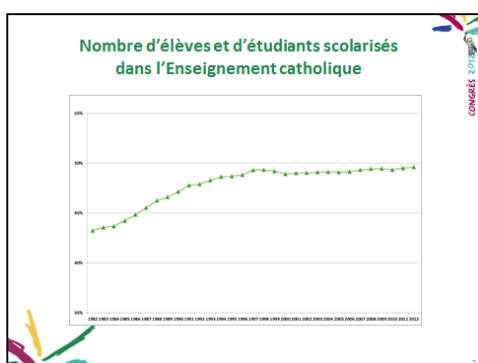


*Pour l'Ecole, un projet, des acteurs*  
*Intervention d'Etienne MICHEL au congrès de 2012*

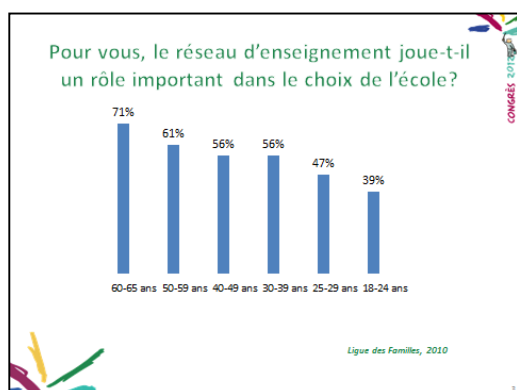


Madame la Ministre,  
Monseigneur,  
Chers collègues,  
Chers amis,

Nous venons de consacrer deux journées complètes et une soirée à nous interroger sur les multiples facettes d'une question au fond assez simple : quel est le sens d'organiser – d'organiser encore diront certains – une école catholique dans la société contemporaine ? Pour reprendre une formule, nous sommes sortis du monde de l'évidence. Et la société francophone de Belgique paraît aujourd'hui très partagée sur ce sujet. D'un côté, des voix s'élèvent parfois pour considérer l'Enseignement catholique comme un héritage du passé dont il conviendrait de se défaire. On entend à cet égard des plaidoyers réguliers pour un réseau d'enseignement unique, crédité par avance de toutes sortes de vertus. D'un autre côté, la confiance des parents dans l'Enseignement catholique ne se dément pas et, si on apprécie celle-ci par l'évolution des inscriptions on peut même avoir l'impression que les attentes des parents à l'égard de l'Enseignement catholique n'ont jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui. Le tableau ci-dessous présente l'évolution depuis 30 ans de la part des élèves scolarisés dans l'Enseignement catholique.

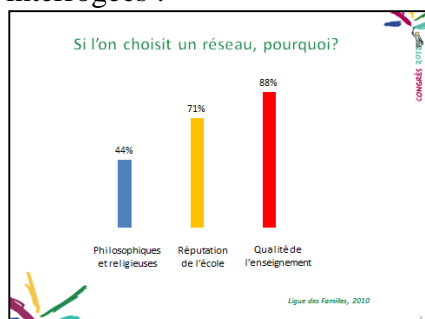


La ligue des Familles a elle-même essayé de saisir une partie du phénomène lors d'une enquête réalisée à sa demande en 2010. Une des questions était : « Pour vous, le réseau d'enseignement joue-t-il un rôle important dans le choix de l'école ? ».



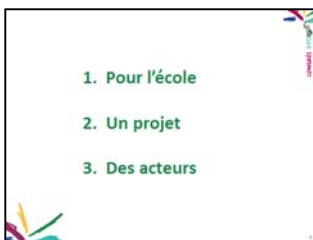
Vous pouvez lire les réponses par tranche d'âge. Un premier enseignement de ce tableau est la réduction relative de l'importance de ce facteur en fonction de l'âge. Il est évident, et c'est heureux, que la question scolaire ne divise plus les jeunes générations comme celles qui ont connu la guerre scolaire des années 50. Un deuxième enseignement concerne la population en âge d'avoir charge d'enfants, c'est-à-dire la population de 25 à 50 ans : l'enquête montre que, pour plus de 50 % des parents de cette tranche d'âge, le réseau d'enseignement joue un rôle important dans le choix de l'école. Les plus jeunes par contre semblent moins concernés par la question. Pourquoi ? Réponse du sociologue : parce que la question se transforme au moment où l'on devient soi-même parent et où l'on commence à s'interroger sur ce que l'on souhaite transmettre à ses enfants.

Deuxième question : si l'on choisit un réseau, pourquoi ? Réponses en pourcentage des personnes interrogées :



- Pour des raisons philosophiques et religieuses : 44 %
- Pour la réputation de l'école : 71 %
- Pour la qualité de l'enseignement : 88 %

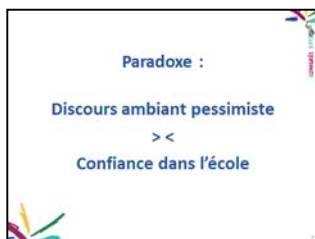
Ces trois types de réponses - qualité perçue de l'enseignement, réputation d'une école, spécificité du projet éducatif et pédagogique - ont partie liée : c'est notre hypothèse. Mais quelle est la nature de ce lien entre la qualité perçue de l'Enseignement catholique, la réputation de ses écoles et la spécificité de son projet ? C'est la question que je me propose de traiter dans une intervention en trois points qui ne devraient pas trop vous surprendre :



## Premier point : pour l'école

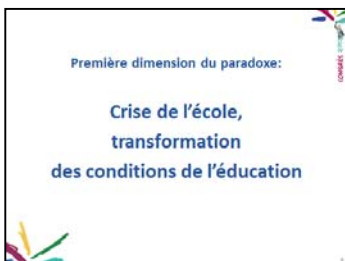


Je vous propose de réfléchir à partir de l'observation d'un paradoxe : d'un côté la prégnance d'un discours général assez pessimiste sur l'école et d'un autre côté, l'expression d'attentes et d'une confiance exceptionnellement élevées à l'égard de l'école et, en particulier, des écoles catholiques.



Comment comprendre ce paradoxe ? Nous apprend-il quelque chose sur la situation de l'école, et sur celle de l'école catholique aujourd'hui ? Sans conclure trop vite, examinons les deux dimensions de ce paradoxe.

Depuis plus de vingt ans, les discours dominants sur l'école la déclarent en crise. A l'instar des discours sur la crise économique que l'on entend de manière quasi-permanente depuis les chocs pétroliers des années 70. Mais peut-on encore parler de crise après 30 ou 40 ans ? N'est-il pas temps de prendre acte d'une transformation profonde des conditions de l'éducation dans la société contemporaine ?



Pour certains, les conditions de possibilité mêmes de l'entreprise éducative se verraient aujourd'hui remises en question par l'évolution de nos sociétés. Une série de données qui semblaient aller de soi et qui ont historiquement servi de socle à l'institution scolaire auraient été ébranlées ou seraient en passe de disparaître. Le philosophe Marcel Gauchet considère ainsi que des transformations

majeures sont observables sur quatre « fronts »: les relations de l'école avec la famille, le sens des savoirs qu'elle dispense, l'autorité dont elle a besoin, sa place dans la société.



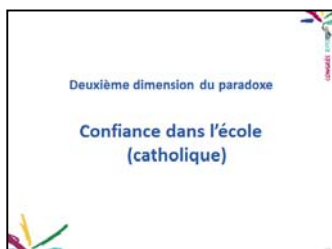
Je ne développerai pas tous ces points. Le SeGEC y a consacré plusieurs universités d'été, notamment concernant les trois derniers thèmes :

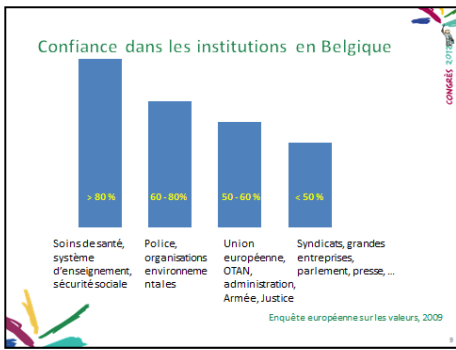


- En 2010 : « Comment faire une bonne école ? »
- En 2011 : « Autoriser l'autorité ? »
- En 2012 : « Transmettre, apprendre : pourquoi, comment ? »

Le premier « front » identifié par Marcel Gauchet, celui des relations de l'école avec la famille, mériterait, à mon sens, de retenir à l'avenir davantage notre attention et celle des autorités publiques. L'enseignement fondamental a ouvert la voie il y a quelques années avec ses travaux sur « l'enfant-roi ».

J'en viens à la seconde dimension du paradoxe, celle de la confiance, une confiance, très palpable dans les contacts quotidiens avec les parents.

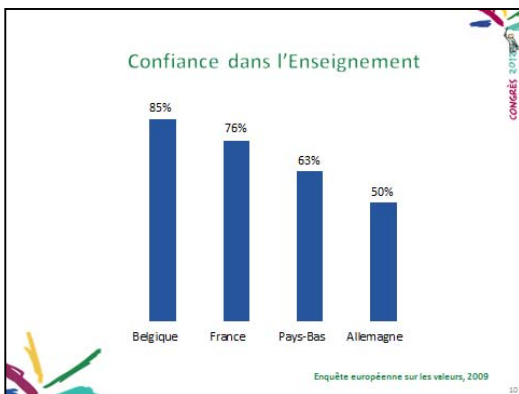




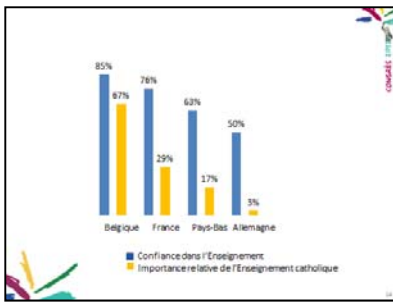
Le tableau qui apparaît à l'écran montre que plus de 80 % de nos concitoyens expriment leur confiance dans le système d'enseignement.

Par rapport aux autres institutions, cet indice de confiance se situe parmi les plus élevés, au même titre que le système de santé ou la sécurité sociale. Une confiance plus importante que celle dont sont créditées, par exemple la police ou les organisations environnementales, pourtant bien classées. Et une confiance bien supérieure à celle placée dans les institutions politiques, les syndicats ou même l'Eglise. Je vois notamment un lien entre la confiance dont, en Belgique, sont investis les soins de santé et le système d'enseignement : tant les mutuelles que l'enseignement libre se sont constitués sous la forme d'associations organisées à partir de la société civile et non à l'initiative de l'état.

A noter que cette confiance est aussi significativement plus élevée en Belgique que dans les pays voisins. Le tableau qui va apparaître reprend des données comparables pour l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. En Allemagne par exemple, que l'on cite si souvent en modèle, l'indice de confiance dans l'Enseignement n'est que de 50%.

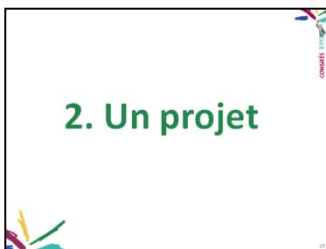


Le tableau suivant suggère enfin que le développement quantitativement très important de l'Enseignement libre catholique dans notre pays n'est peut-être pas étranger à cette situation. Aux données en bleu du tableau que vous avez sous les yeux, nous avons ajouté en jaune l'importance relative de l'Enseignement catholique dans les différents systèmes scolaires.



En Belgique, 67 % des élèves sont scolarisés dans l'Enseignement catholique, en France 29%, aux Pays-Bas 17% et en Allemagne 3 %. La confiance dans l'Enseignement est assez élevée partout, mais beaucoup plus élevée là où l'Enseignement catholique est davantage présent. Tout semble se passer comme si, dans notre société, et pour une part importante de la population, un lien restait solidement établi entre la confiance dans l'école catholique et la confiance dans l'école tout court.

### **J'en viens naturellement à mon deuxième point : un projet**



Nous avons entendu hier l'intervention d'Olivier Servais consacrée aux cultures de l'Enseignement catholique. La question initiale que nous lui avons posée était : est-il possible de saisir « l'éthos » de l'Enseignement catholique ? C'est-à-dire de mettre en évidence un ensemble d'attitudes et d'attentes spécifiques, caractéristiques de la culture ou des cultures de l'Enseignement catholique ? Vous avez entendu sa réponse, à la fois positive et circonstanciée. Et son observation qu'il existe une congruence entre cet éthos et l'équilibre que nos contemporains recherchent entre des valeurs « hyper-modernes » et des valeurs plus traditionnelles. A partir d'un tableau synthétisant cette dialectique des valeurs, Olivier Servais concluait que, par sa culture, son mode d'organisation et son projet éducatif, l'Enseignement catholique est particulièrement adapté aux attentes sociologiques contemporaines.

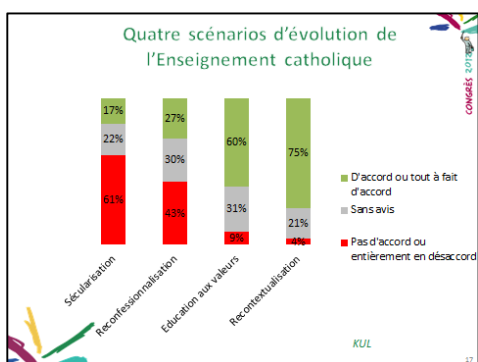


Une des surprises de ces deux années de recherche, nous a-t-il dit aussi, est l'importance accordée par les acteurs, en particulier par les parents, à la place des convictions et des valeurs dans l'école. L'identité de l'école chrétienne est aujourd'hui perçue positivement dans une dialectique entre, d'une part, une résistance à une culture de plus en plus dominée par le consumérisme ambiant et, d'autre part, le souci de la transmission d'une culture et d'une histoire où la référence au christianisme est assumée positivement.

On comprend alors mieux l'attachement particulier des parents à l'existence d'une pluralité de projets éducatifs et ce, tant pour des raisons pédagogiques - trouver l'école la plus adaptée aux

besoins de ses enfants - que pour des raisons culturelles : que souhaite-t-on transmettre à nos enfants, au-delà d'aptitudes et de savoirs au sens strict ?

Une enquête quantitative réalisée récemment en Flandre par le professeur Pollefeyt de la KUL, conduit à des conclusions similaires. Selon les données qu'il a récoltées, les parents seraient même demandeurs d'une identité catholique plus clairement affirmée, ni les cours de religion ni le projet éducatif des écoles ne les laissant indifférents. Il est intéressant de souligner que la moyenne d'âge des 640 personnes interrogées en Flandre pour cette enquête est de 44 ans, dont les  $\frac{3}{4}$  ne fréquentent l'Eglise que pour des événements particuliers comme les obsèques, les mariages, etc. Ce n'est donc pas la vision du monde d'un groupe de « super-catholiques ». L'enquête de la KUL a également retenu notre attention parce que les personnes interrogées ont eu à se prononcer sur l'avenir de l'Enseignement catholique, et, plus précisément, sur quatre scénarios pour penser son évolution future : la sécularisation, la reconfessionnalisation, l'éducation aux valeurs et la recontextualisation. Les résultats de l'enquête :



- Premier scénario : la sécularisation. Dans ce scénario, les écoles catholiques cessent de se référer explicitement au christianisme et à l'Évangile ; elles cessent littéralement de se dire chrétiennes dans la définition de leur projet. 61 % des personnes interrogées se disent en désaccord ou entièrement en désaccord avec ce scénario.
- Deuxième scénario : la reconfessionnalisation. Dans cette hypothèse, les écoles catholiques se recentrent sur leur identité confessionnelle, sans considération pour le pluralisme des publics qui s'est développé à l'intérieur des écoles. C'est le scénario de l'école catholique, par les catholiques, pour les catholiques. 43% des personnes interrogées se disent en désaccord avec ce scénario, c'est-à-dire moins que dans le scénario précédent.
- Troisième scénario : la réduction de la référence chrétienne à l'éducation aux valeurs ; dans cette hypothèse, les écoles continuent à se référer au christianisme mais seulement en termes moraux ou en termes de valeurs. On ne conserve alors de la tradition chrétienne que ce que tout le monde peut en accepter : la référence à la dignité de la personne humaine, le respect du prochain, etc. Seules 9% des personnes interrogées se disent en désaccord avec ce scénario et 60% y adhèrent positivement, ce qui constitue déjà une majorité.
- Quatrième scénario : la « recontextualisation » ou la réinterprétation d'une tradition éducative. Ce scénario consiste à mobiliser la référence à la tradition chrétienne de l'éducation pour contribuer à la formation de l'identité des élèves dans un contexte de pluralité des convictions. Ici, la référence au christianisme n'est pas banalisée mais assumée de manière explicite comme une référence éducative, tout en s'interdisant toute forme de prosélytisme et en s'adressant à des élèves et des étudiants dont la liberté de

penser est également encouragée. 75 % des personnes interrogées se disent d'accord ou tout à fait d'accord avec ce scénario, pour lequel se dégage donc la majorité la plus large ; 21% se disent sans avis et seules 4 % se disent en désaccord ou entièrement en désaccord.

Cette quatrième orientation indique le chemin de crête pour l'école catholique d'aujourd'hui : celui d'une éducation référée explicitement à ses sources, dans un dialogue avec la culture contemporaine, ce qui suppose, comme nous y invite Jean De Munck, à poser un diagnostic sur les évolutions culturelles contemporaines, et à penser le devenir de la culture scolaire dans ce contexte. Si la culture d'aujourd'hui tend à être dominée par l'idée de la satisfaction immédiate, par l'individualisme et l'utilitarisme, comment ne pas voir que la culture scolaire se présente jusqu'à un certain point comme une sorte de contre-culture ? En préparant le congrès de 2002, Michel Molitor disait déjà : « Il faut retrouver le principe de la jouissance différée ».

- Là où le consumérisme célèbre la jouissance immédiate de l'avoir, l'école a pour vocation de former des personnalités capables de ressentir, de juger, d'agir avec les autres.
- Là où le consumérisme efface le rapport au temps et à l'espace, l'école enseigne la position des savoirs dans le temps et l'espace des cultures humaines. Elle prend aussi le temps nécessaire aux apprentissages et à la concentration, là où la règle du marché est celle du zapping et de l'excitation permanente.
- Là où le consumérisme aplatit toute hiérarchie des contenus culturels, l'école hiérarchise les savoirs, tant par nécessité que par vocation. Lire, écrire, calculer, devenir un homme ou une femme capable de se tenir debout et de vivre avec autrui : voilà l'essentiel.



Ce combat pour la culture scolaire est-il perdu d'avance ? Je ne le crois vraiment pas, même si les vents dominants nous sont souvent contraires et que l'école ne peut pas mener ce combat toute seule. La question devient alors : « Comment faire exister un projet scolaire adapté à la modernité ? ». Est-il impertinent d'affirmer que des traditions éducatives distinctes, celle de l'Enseignement catholique comme celle des Lumières, constituent des ressources à la fois différentes et complémentaires pour penser la culture scolaire de notre temps ? Dans ce combat d'aujourd'hui, l'enseignement catholique et l'enseignement officiel ne devraient-ils pas dès lors se considérer comme des alliés objectifs plutôt que comme des concurrents, tant il est vrai que l'affirmation positive d'une référence ne suppose pas, bien au contraire, la négation de la référence à l'autre ? Alain Touraine, qui a consacré un ouvrage à la critique de la modernité, nous aide à penser à cette question. Je le cite :

L'Occident a longtemps cru que la modernité était le triomphe de la raison, la destruction des traditions, des appartenances, des croyances, la colonisation du vécu par le calcul.

[...]

Il faut écouter la voix du sujet qui est volonté de l'individu et du groupe d'être acteurs de leur vie, mais aussi mémoire et appartenance. La modernité est faite des complémentarités et des oppositions entre le travail de la raison, la libération du sujet et l'enracinement dans un corps et dans une culture.

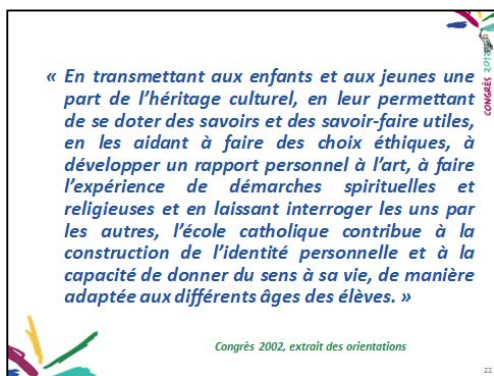
*Alain Touraine - Critique de la modernité*



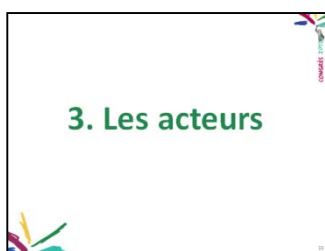
Il s'agit selon moi de retrouver une pensée du lien là où notre époque procède par des oppositions binaires, d'apprendre en réalité à réarticuler ce que notre époque tend spontanément à dissocier :

- Enseigner la raison instrumentale, les disciplines, des techniques, et tout à la fois ouvrir des perspectives de sens et de valeur.
- Se centrer sur l'individu apprenant, bien-sûr, mais aussi reconnaître la part incompressible de la transmission dans tout acte d'éducation ; mettre l'enfant ou l'étudiant au centre du système éducatif, et aussi l'inviter à se décentrer de lui-même, à entrer dans un langage et une culture qui lui préexistent et qu'il contribuera à transformer ; valoriser l'innovation, susciter l'invention, mais aussi transmettre l'héritage à partir duquel quelque chose de nouveau peut être conçu.
- Accompagner l'élève dans la recherche de son épanouissement personnel tout en cultivant le sens de l'effort sans lequel aucun progrès n'est possible ; promouvoir l'individu, cultiver son estime de lui-même et sa confiance en lui, et dans le même temps, l'ouvrir à l'altérité, à la rencontre d'autrui, au sens du collectif.

Le congrès de 2002 avait déjà annoncé cette dialectique en invitant à « tenir ensemble » l'ouverture et l'enracinement, et notamment à s'ouvrir à tous les publics mais aussi à s'inscrire dans une tradition éducative et dans une histoire. Vous pouvez relire à l'écran un extrait d'une des orientations du Congrès 2002.



### J'en viens à mon troisième point : les acteurs



Paul Wynants l'a rappelé ce matin : les écoles catholiques sont nées du fait d'hommes et de femmes insérées dans la société, à l'origine souvent des religieux et des religieuses soucieux de répondre à des besoins sociaux et éducatifs non couverts. Jean De Munck a également montré qu'une véritable communauté scolaire s'est progressivement constituée dans une autonomie relative à l'égard de l'Etat, du marché et même de l'Eglise, tout en reconnaissant par ailleurs le rôle de l'Etat, les nécessités du marché et la richesse symbolique de la tradition chrétienne. Le risque, aujourd'hui, est de voir l'école un peu isolée dans sa mission d'éducation, tout en étant sur-investie – on a même pu dire envahie – par la multiplication des attentes à son égard. Le SeGEC a consacré son université d'été de 2008 à l'examen de cette question.



Notre conviction, vous l'aurez compris, est que des communautés scolaires localement vivantes resteront le meilleur garant du devenir d'une culture scolaire, si nécessaire à l'éducation des enfants. Ces journées de congrès ont précisément été l'occasion de prendre connaissance de multiples analyses et réflexions prospectives concernant celles et ceux qui font vivre les écoles tous les jours. Nous avons voulu susciter l'émergence d'approches nouvelles pour nourrir la réflexion de la communauté des acteurs de l'Enseignement catholique. Des approches générales comme celle de P. Wynants, celle d'Olivier Servais, celle de Jean De Munck. Ces travaux feront l'objet de publications dans les Actes du congrès. Le livre sur l'Histoire de l'Enseignement catholique est annoncé pour 2014. Le document rédigé par Jean De Munck, mais assumé par un collectif qui y a travaillé, est mis à votre disposition dès aujourd'hui.



Au rythme de leur publication, je vous invite à vous saisir de ces documents, à les reprendre, de manière individuelle ou collective, à les mettre en débat pour vous en inspirer, voire à les soumettre à une critique qui permet de progresser.

Parce que chacun, dans la communauté scolaire, exerce une responsabilité particulière, nous avons également suscité des approches spécifiques et des développements concrets.

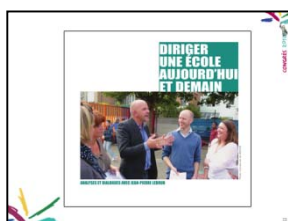
Pour les pouvoirs organisateurs : A leur intention, et parce que leur tâche est à la fois importante et difficile, le SeGEC a élaboré ces derniers mois un « Guide de référence pour la gouvernance des pouvoirs organisateurs ». Chaque P.O. est invité à se l'approprier en tenant compte de sa situation propre et de ses spécificités.



D'autres initiatives sont également en préparation comme le développement d'une centrale de marché.

Pour les directeurs et directrices :

Les travaux d'Olivier Servais et, plus encore, de Jean-Pierre Lebrun ont éclairé sous un jour nouveau la place qui est la leur aujourd'hui : une place d'exception, aussi indispensable que difficile à tenir. Un travail de deux années a « accouché » d'un document dont je ne puis que vous recommander la lecture et qui constituera aussi une référence pour la formation des directeurs.



Les négociations sectorielles qui s'ouvrent actuellement seront aussi l'occasion de rappeler la nécessité d'améliorer structurellement l'aide aux directions, surtout dans l'Enseignement fondamental et de valoriser comme il convient l'exercice de la responsabilité.

Pour les enseignants, le personnel éducatif, les agents PMS, nos travaux suggèrent trois questions :

- La première : comment mieux relier les enseignants au projet de l'école tout en faisant droit à leur aspiration légitime de bénéficier dans leur classe d'un espace d'autonomie ? La qualité de la coordination pédagogique dans l'établissement et la promotion du travail en équipe sont, à cet égard, essentielles. Une autre idée est de travailler lors de journées pédagogiques l'analyse de la demande que les parents expriment à l'égard de l'Enseignement catholique, à partir des travaux d'Olivier Servais ou à partir d'autres travaux réalisés parfois à l'initiative des comités diocésains ou des écoles elles-mêmes.
- La deuxième question : comment répondre au besoin des enseignants de voir clair sur ce qui est attendu et de pouvoir procéder à une évaluation du travail réalisé ? La réforme des programmes en cours, tant au fondamental qu'au secondaire, devrait constituer un progrès à cet égard, en précisant davantage « ce qui doit être vu, quand et par qui », tout comme le débat en cours sur la formation initiale et continuée. Je retiens aussi une idée exprimée par Bernard Petre : l'absence d'évaluation formelle entraîne une évaluation informelle diffuse et permanente par l'intermédiaire du regard des élèves, de la direction, des parents, des autres enseignants. N'y aurait-il pas lieu, dans un cadre garantissant les droits de chacun, de mettre en place des procédures d'évaluation formelle dans un esprit de développement professionnel ?
- La troisième question concerne les parcours professionnels. Les carrières ne peuvent plus se concevoir au XXI<sup>e</sup> siècle comme au milieu du XX<sup>e</sup>. Les jeunes générations n'entrent plus dans la vie professionnelle comme celles qui les ont précédées. Elles construisent désormais leur parcours professionnel par des séquences de 5-6 ans, là où leurs aînés « entraînent » dans une carrière pour toute leur vie. C'est un changement complet de perspective qui suppose une réflexion de fond sur l'entrée dans la carrière, notamment par le tutorat, et sur la

manière de répondre aux demandes de mobilité dans le contexte général de l'allongement des carrières professionnelles.



Au terme de cette intervention, permettez-moi d'évoquer encore quelques questions, qui sont aussi des défis que notre action collective peut contribuer à relever.



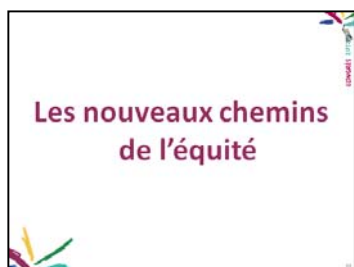
- Une alliance écoles-familles. Je l'ai indiqué tout à l'heure, les relations entre les écoles et les familles mériteraient de retenir davantage notre attention comme celle des autorités publiques. Le SeGEC pourrait, par exemple, consacrer à ce sujet une de ses prochaines universités d'été. De récentes études universitaires consacrées au décrochage scolaire démontrent en effet l'évidente nécessité d'une véritable coéducation des jeunes par leur famille et par les écoles, chacune de ces entités, famille et école, étant rendue davantage consciente de ses responsabilités propres. Une de ces études pointe notamment le fait que les modes de vie des jeunes entrent fréquemment en collision avec les exigences scolaires. Il faut oser dire que l'absence de contrôle parental sur les rythmes de vie de certains adolescents peut être partie prenante des difficultés rencontrées par les élèves. La charge de faire respecter l'obligation d'être présent à l'école ne peut, en particulier, pas être assumée par l'école seule et une manière de responsabiliser les parents à ce sujet est à inventer.



- La société multiculturelle. La question est multidimensionnelle et mériterait un développement approfondi que le cadre de cette intervention ne permet pas. L'Enseignement catholique se définit par son projet et pas par son public. Contrairement à ce que certains semblent penser, il est ouvert à tous et à tous les publics. Le nombre d'élèves de religion musulmane, parfois majoritaires dans certaines écoles, témoigne de cette option. Mais assumer pleinement cette option nous conduit aussi à penser les questions-limites qui peuvent y être associées. Pour ce qui nous concerne quelques questions devront sans doute aussi être reprises et mises en débat. Est-il juste, lorsqu'une majorité des élèves fréquentant

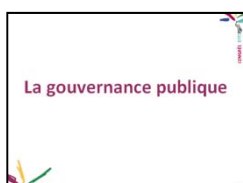
une école catholique est de confession musulmane, de ne pas offrir le choix de suivre un cours de cette confession, même si le cadre légal l'exclut actuellement ? Comment construire un vrai dialogue interconvictionnel dans les écoles, sachant que la relégation du religieux dans la sphère privée n'offre aucune solution à l'égard des risques de dérive fondamentaliste ? Plutôt un vrai cours de religion, donné par quelqu'un de formé, que des discours simplistes tenus dans des arrière-salles de café.

- Dans le recrutement du personnel de nos établissements, quelle ligne de conduite adopter entre une simple loyauté à l'égard du projet de l'Enseignement catholique et une adhésion personnelle de conviction qui pourrait être source de discrimination ?



- Les nouveaux chemins de l'équité : l'attention particulière à accorder aux élèves en difficulté et issus de milieux défavorisés est solidement ancrée dans la tradition de l'école catholique. Notre conviction est que tout être humain doit pouvoir être instruit pour vivre libre et en dignité et qu'il est possible de l'instruire. L'enseignement spécialisé et l'enseignement de promotion sociale illustrent par excellence cette conviction. La question politique fondamentale porte selon nous sur la manière de traiter les différences dans une société où celles-ci sont croissantes. Faut-il nier ces différences au nom d'un idéal d'égalité formelle ? Ou les prendre en compte pour pouvoir accueillir chaque élève là où il en est et lui permettre de se développer au maximum ses possibilités ? Faut-il promouvoir une diversité de projets pédagogiques pour faire face à une diversité croissante de besoins, ou tenter d'imposer décret après décret une forme de standardisation du système éducatif, comme si ce mouvement pouvait être le garant d'une plus grande égalité des résultats à l'arrivée ? Comment, à partir des écoles telles qu'elles sont, améliorer la qualité de l'Enseignement partout où c'est possible, partout où c'est nécessaire ? Comment mettre les écoles qui assument la plus grande part des difficultés scolaires en situation d'y faire encore mieux face ? L'introduction du subventionnement et de l'encadrement différenciés sont une amorce de ce qu'il convient de faire. Pour progresser davantage, il faut oser réfléchir de manière plus concrète aux besoins de ces écoles. Comment, par exemple, les mettre en situation de recruter les enseignants les plus expérimentés et les plus compétents ? Comment mobiliser et développer leur autonomie organisationnelle pour améliorer les conditions d'apprentissage ? Dans l'étude présentée ce matin dans une des ateliers, Benoît De Waele a identifié plusieurs facteurs à partir desquels des actions positives sont déjà possibles à l'échelle des établissements. Ces actions prennent trois dimensions principales :

- le mode de direction de l'école ;
- l'approche pédagogique à promouvoir à l'échelle de l'école elle-même et non seulement à l'échelle de chaque classe ;
- l'attention à accorder à la qualité du climat scolaire.



- Un mot enfin sur la gouvernance publique : des progrès à ce niveau sont aussi indispensables. La Belgique, on le sait, est en débat permanent sur la manière d'organiser la politique publique au niveau le plus approprié. Ce débat concerne aussi l'enseignement au sein de la Communauté française. Comment mieux mobiliser l'énergie et les compétences de chacun au service d'une amélioration générale de la qualité de l'enseignement ? Comment mieux valoriser et développer le professionnalisme des acteurs dans un mode de gouvernance où se conjuguent la reconnaissance d'une autonomie réelle et l'exercice de la responsabilité ? Comment faire mieux reconnaître les vertus de la liberté d'association et de la liberté pédagogique au service d'objectifs d'intérêt public, de l'enseignement obligatoire à l'enseignement supérieur ? Dans son intervention de ce matin, Etienne Denoël a présenté plusieurs pistes concrètes issues de l'analyse des meilleurs systèmes éducatifs à l'échelle internationale. Ces propositions nous inspireront sans nul doute à l'heure d'actualiser le mémorandum que nous adresserons aux pouvoirs publics à la veille d'une nouvelle législature.

Il s'agira aussi de relever le défi de la croissance démographique, tant à Bruxelles où la situation devient vraiment tendue, qu'en Wallonie où la croissance est réelle, mais plus limitée. A cet égard, si l'autorité publique attendait de l'Enseignement libre une contribution plus importante par le biais de la construction d'écoles entièrement nouvelles, il serait alors nécessaire de revoir le cadre de financement des bâtiments scolaires en s'inspirant par exemple du mode de financement en vigueur en Flandre.

Nous arrivons progressivement au terme de ces journées de Congrès. Il y a eu un « avant » au Congrès et il y aura un « après ». Nous avons repris des questions qui nous sont familières et qui ont trait au sens de ce que nous essayons de faire tous les jours au service des élèves et des jeunes. Mais nous avons aussi essayé d'emprunter des pistes prometteuses, de nous laisser éclairer par de nouvelles lumières, de nous laisser interpellé par notre époque et les défis qui lui sont propres. L'enseignant est d'abord un passeur, il initie l'élève, l'étudiant, l'accompagne dans son parcours vers l'âge adulte. Armel Job a magnifiquement illustré ce rôle qui définit aussi la mission ultime de l'école : constituer une part du chemin d'initiation qui est aussi chemin d'humanisation ; par l'intermédiaire d'une parole tenue par un autre, femme ou homme, permettre à l'être humain de se construire, de se tenir debout et puis d'assumer à son tour, de manière juste, et si possible de manière belle et bonne, sa condition d'homme ou de femme. L'école catholique du XXI<sup>e</sup> siècle tiendra-t-elle cette promesse ? Et, sinon, qui la tiendra ? Comme l'affirme Marcel Gauchet, nous n'avons pas le droit de faire vivre l'école catholique, nous en avons le devoir au nom même de l'histoire humaine dans laquelle nous sommes engagés.

Je remercie d'un trait tous ceux qui sont intervenus au cours de ces journées de Congrès, tous ceux et toutes celles qui se sont investis pour en faire une réussite sous la coordination éclairée de Guy Selderslagh et Conrad van de Werve. Merci à vous toutes et tous dont la présence est signe de votre engagement. Longue et belle vie à l'Enseignement catholique !

Texte achevé à Bruxelles, le 16/10/2012